

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 87 — 627

6 FEVRIER 1987. — Loi relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

## CHAPITRE Ier

## Définitions

## Article 1er

Pour l'application de la présente loi, on entend par :

- 1° Ministre : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant les télégraphes et les téléphones dans ses attributions;
- 2° Régie : la Régie des télégraphes et des téléphones;
- 3° Réseau de radiodistribution : l'ensemble des installations mises en œuvre par un même distributeur, dans le but essentiel de transmettre par câble, à des tiers, des signaux porteurs de programmes sonores;
- 4° Réseau de télédistribution : l'ensemble des installations mises en œuvre par un même distributeur, dans le but essentiel de transmettre par câble, à des tiers, des signaux porteurs de programmes de télévision;
- 5° Programmes sonores : les émissions sonores des services de radiodiffusion et les autres transmissions de sons, pour lesquelles une autorisation de distribution a été accordée par la Communauté ou par l'autorité nationale, selon le cas;
- 6° Programmes de télévision : les émissions télévisées des services de radiodiffusion et les autres transmissions d'images ou de textes accompagnés ou non de sons, pour lesquelles une autorisation de distribution a été accordée, par la Communauté ou par l'autorité nationale, selon le cas;

## (1) Session 1984-1985.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 1222-1. — Amendements, nos 1222-2 à 18. — Rapport, n° 1222-19 (+ corrigendum + addenda). — Amendements, nos 1222-20 à 22. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1222-23.

*Annales parlementaires.* — Discussion. — Séances des 8, 9 et 10 juillet 1985.

## Session 1985-1986.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi (relevé de caducité par la loi du 14 février 1986), n° 536-1. — Amendements, nos 536-2 à 4. — Avis du Conseil d'Etat, n° 536-5. — Amendements, nos 536-6 et 7. (Proposition de loi Mottard, n° 94-1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 94-2. — Rapport, n° 94-3). — Rapport, n° 536-8.

## Session 1986-1987.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Amendements, nos 536-9 et 10. — Avis du Conseil d'Etat, n° 536-11. — Amendements, n° 536-12.

*Annales parlementaires.* — Discussion. — Séances des 28 octobre et 12 novembre 1986. — Adoption. — Séance du 13 novembre 1986.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 397-1. — Rapport, n° 397-2. — Amendements, nos 397-3 à 13. — Avis du Conseil d'Etat, n° 397-14.

*Annales parlementaires.* — Discussion. — Séances des 13, 14 et 28 janvier 1987. — Adoption. — Séance du 29 janvier 1987.

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

## DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 87 — 627

6 FEBRUARI 1987. — Wet betreffende de radiodistributie- en tele-distributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

## HOOFDSTUK I

## Definities

## Artikel 1

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

- 1° Minister : de Minister of de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de telegrafie en de telefonie behoren;
- 2° Regie : de Regie van telegrafie en telefonie;
- 3° Radiodistributienet : het geheel van de inrichtingen die door eenzelfde verdeler in werking worden gesteld met het wezenlijk doel klankprogrammasignalen, langs kabel, aan derden over te brengen;
- 4° Teledistributienet : het geheel van de inrichtingen die door eenzelfde verdeler in werking worden gesteld met het wezenlijk doel televisieprogrammasignalen, langs kabel, aan derden over te brengen;
- 5° Klankprogramma's : de klankuitzendingen van de radio-omroepdiensten en de andere klankoverbrengingen waarvoor door de Gemeenschap of door de nationale overheid, naar gelang van het geval, machtiging tot doorgeven is verleend;
- 6° Televisieprogramma's : de televisieuitzendingen van de radio-omroepdiensten en de andere overbrengingen van beelden of teksten, al dan niet van klanken vergezeld, waarvoor door de Gemeenschap of door de nationale overheid, naar gelang van het geval, machtiging tot doorgeven is verleend.

## (1) Zittijd 1984-1985.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsontwerp, nr. 1222-1. — Amendementen, nrs. 1222-2 tot 18. — Verslag, nr. 1222-19 (+ corrigendum + addenda). — Amendementen, nrs. 1222-20 tot 22. — Advies van de Raad van State, nr. 1222-23.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. — Vergaderingen van 8, 9 en 10 juli 1985.

## Zittijd 1985-1986.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsontwerp (van verval ontheven door de wet van 14 februari 1986), nr. 536-1. — Amendementen, nrs. 536-2 tot 4. — Advies van de Raad van State, nr. 536-5. — Amendementen, nrs. 536-6 en 7. — (Wetsvoorstel Mottard, nr. 94-1. — Advies van de Raad van State, nr. 94-2. — Verslag, nr. 94-3). — Verslag, nr. 536-8.

## Zittijd 1986-1987.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Amendementen, nrs. 536-9 en 10. — Advies van de Raad van State, nr. 536-11. — Amendementen, nr. 536-12.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. — Vergaderingen van 28 oktober en 12 november 1986. — Aanneming. — Vergadering van 13 november 1986.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 397-1. — Verslag, nr. 397-2. — Amendementen, nrs. 397-3 tot 13. — Advies van de Raad van State, nr. 397-14.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. — Vergaderingen van 13, 14 en 28 januari 1987. — Aanneming. — Vergadering van 29 januari 1987.

7° Élément de programme : la partie d'un programme sonore ou de télévision qui forme un tout quant au contenu;

8° Société de radiodiffusion : toute société commerciale dont l'objet social est la production et/ou la transmission de programmes sonores et/ou de télévision;

9° Service de radiodiffusion : le service de radiocommunications dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émissions.

Pour le service de radiodiffusion par satellite, l'expression « destinées à être reçues directement par le public en général », s'applique aussi bien à la réception par l'intermédiaire d'un réseau de radiodistribution ou de télédistribution qu'à la réception au moyen d'une antenne collective ou d'une antenne individuelle;

10° Station de radiodiffusion : la station d'un service de radiodiffusion;

11° Station de radiodiffusion sonore locale : la station d'un service de radiodiffusion sonore privé pour laquelle une autorisation a été délivrée conformément à l'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications;

12° Distributeur : la personne qui exploite un réseau de radiodistribution ou de télédistribution;

13° Antenne collective : un dispositif de captage d'émissions de radiodiffusion auquel sont reliés plusieurs appareils récepteurs de ces émissions et pour l'usage duquel, hormis la participation de l'utilisateur aux frais réels résultant de l'installation, du fonctionnement et de l'entretien de ce dispositif, aucune redevance d'abonnement n'est exigée.

## CHAPITRE II

### Dispositions relatives aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution

#### Art. 2.

Nul ne peut établir et exploiter un réseau de radiodistribution ou de télédistribution sans avoir obtenu l'autorisation écrite du Ministre.

Cette autorisation ne peut être accordée que pour la transmission de programmes sonores et de programmes de télévision. Elle est révoquée en cas de violation des dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

La Régie est chargée de l'examen technique des demandes d'autorisation.

L'autorisation mentionne le territoire d'exploitation, les programmes ainsi que les fréquences sur lesquelles ils sont transmis.

Le Roi détermine les conditions qui doivent être remplies par le demandeur d'une autorisation.

#### Art. 3.

L'autorisation visée à l'article 2 n'est pas requise pour l'établissement d'une antenne collective à l'usage exclusif de détenteurs d'appareils récepteurs occupant :

- 1° des chambres ou appartements d'un même immeuble;
- 2° des immeubles groupés d'un même propriétaire;
- 3° des habitations groupées en une entité collective à l'initiative d'une société ou d'une institution favorisant la construction de logements sociaux et dont le nombre ne dépasse pas cinq cents;
- 4° des habitations groupées dont le nombre ne dépasse pas cinquante;
- 5° des caravanes ou emplacements d'un même camping.

#### Art. 4.

La loi sur la réglementation économique et les prix s'applique aux prix de raccordement et d'abonnement aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution ainsi qu'aux prix d'autres services aux abonnés. Les tarifs appliqués doivent être affichés en permanence dans les locaux accessibles au public des bâtiments affectés à l'exploitation du réseau.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux services assurés en vertu des articles 6 et 7.

#### Art. 5.

Sous réserve du droit des services publics belges de radiodiffusion de transporter les signaux porteurs de leurs programmes sonores ou de télévision dans le cadre de leur mission statutaire, l'infrastructure pour le transport des signaux, porteurs de programmes sonores ou de télévision vers et entre les réseaux de radiodistribution ou de télédistribution et pour le captage éventuel de ces signaux en vue de ce transport, est installée et exploitée par la Régie.

7° Programmaonderdeel : het deel van een klank- of televisieprogramma dat inhoudelijk één geheel uitmaakt;

8° Radio-omroepvereniging : iedere handelsvereniging met als maatschappelijk doel de produktie en/of de overbrenging van klank- en/of televisieprogramma's;

9° Radio-omroepdienst : de dienst voor radioverbinding die uitzendingen doet welke bestemd zijn om rechtstreeks door het publiek in het algemeen te worden ontvangen. Die dienst kan bestaan uit klank-, televisie- of andere soorten van uitzendingen.

Voor de radio-omroepdienst per satelliet geldt de uitdrukking « bestemd om rechtstreeks door het publiek in het algemeen te worden ontvangen » zowel voor de ontvangst via een radiodistributie- of een teledistributienet als voor de ontvangst door middel van een collectieve of een individuele antenne;

10° Radio-omroepstation : het station van een radio-omroepdienst;

11° Station voor lokale klankradio-omroep : het station van een private klankradio-omroepdienst waarvoor overeenkomstig artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, een vergunning werd afgeleverd;

12° Verdelers : de persoon die een radiodistributie- of een teledistributienet exploiteert;

13° Collectieve antenne : een inrichting voor het opvangen van radio-omroepuitzendingen waaraan verscheidene toestellen die deze uitzendingen ontvangen zijn verbonden en voor het gebruik waarvan, buiten het aandeel van de gebruiker in de werkelijke kosten die uit de installatie, de werking en het onderhoud van deze inrichting voortvloeiën, geen enkel abonnementsgeld wordt geëist.

## HOOFDSTUK II

### Bepalingen betreffende de radiodistributie- en de teledistributienetten

#### Art. 2.

Niemand mag een radiodistributie- of een teledistributienet aanleggen en exploiteren zonder de schriftelijke vergunning van de Minister te hebben bekomen.

Deze vergunning kan enkel worden verleend voor het overbrengen van klank- en televisieprogramma's. Zij kan worden ingetrokken in geval van inbreuk op deze wet of op de uitvoeringsbepalingen daarvan.

De Regie is belast met het technisch onderzoek van de vergunningsaanvragen.

De vergunning vermeldt het exploitatiegebied, de programma's alsmede de frequenties waarop zij worden overgebracht.

De Koning bepaalt de voorwaarden die door de aanvrager van een vergunning moeten worden vervuld.

#### Art. 3.

De vergunning bedoeld in artikel 2 is niet vereist voor de oprichting van een collectieve antenne uitsluitend ten behoeve van houders van ontvangtoestellen verblijvende in :

- 1° kamers of appartementen van eenzelfde gebouw;
- 2° gegroepeerde gebouwen van eenzelfde gebouw;
- 3° woningen die op initiatief van een vennootschap of een instelling die de sociale woningbouw bevordert, tot een gemeenschappelijk geheel gegroepeerd zijn, mits het aantal ervan vijfhonderd niet overschrijdt;
- 4° gegroepeerde woningen waarvan het aantal vijftig niet overschrijdt;
- 5° caravans of op percelen van eenzelfde camping.

#### Art. 4.

De wet betreffende de economische reglementering en de prijzen is toepasselijk op de prijzen voor aansluiting en abonnement op de radiodistributie- en de teledistributienetten alsook op de prijzen van andere diensten aan de abonnees. De toegepaste tarieven moeten bestendig uitgehangen worden in de voor het publiek toegankelijke lokalen van de voor exploitatie van het net bestemde gebouwen.

De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de krachtens de artikelen 6 en 7 verzekerde diensten.

#### Art. 5.

Behoudens het recht van de Belgische openbare radio-omroepdiensten om in het kader van hun statutaire opdracht de signalen over te brengen die hun klank- of televisieprogramma's dragen, wordt de infrastructuur voor het transporteren van klank- of televisieprogramma'signalen naar en tussen de radiodistributie- of teledistributienetten en om deze signalen eventueel op te vangen met het oog op het transport ervan, aangelegd en geëxploiteerd door de Regie.



Le Ministre peut toutefois, dans des cas techniquement ou économiquement justifiés, autoriser des distributeurs à transporter eux-mêmes de tels signaux vers ou entre des réseaux ou parties de réseaux non alimentés par l'infrastructure visée ci-dessus et leur permettre éventuellement de procéder eux-mêmes au captage de ces signaux en vue de ce transport. Cette autorisation est révoquée en cas de violation des dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

## Art. 6.

La Régie peut conclure avec les distributeurs des accords lui permettant d'utiliser un réseau de radiodistribution ou de télédistribution pour assurer un ou plusieurs services dont l'exploitation relève de sa compétence sous réserve de ne pas porter atteinte aux programmes sonores et de télévision transmis par le réseau.

## Art. 7.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer les conditions dans lesquelles un réseau de radiodistribution ou de télédistribution peut être utilisé à une autre fin que la transmission de programmes sonores ou de télévision.

## Art. 8.

§ 1er. Le Roi arrête les règlements d'administration générale et de police relatifs à l'établissement et à l'exploitation des réseaux de radiodistribution et de télédistribution.

§ 2. Le Roi peut conférer la qualité d'officier de police judiciaire aux agents de la Régie qu'il charge de constater les infractions aux dispositions et aux arrêtés d'exécution des dispositions du chapitre II de la présente loi. Ces agents ont priorité à l'égard des autres officiers de police judiciaire, à l'exception du procureur du Roi et du juge d'instruction. Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

## Art. 9.

Le Ministre fixe les prescriptions techniques minimales auxquelles doivent satisfaire les réseaux de radiodistribution et de télédistribution ainsi que les antennes collectives. Il peut, dans des cas particuliers, imposer des conditions spéciales en vue d'améliorer la qualité d'un réseau dont le fonctionnement est déficient.

## Art. 10.

§ 1er. Les distributeurs ont le droit de faire exécuter, à leurs frais, sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public tous travaux inhérents à l'établissement et à l'entretien de câbles et équipements connexes de leurs réseaux de radiodistribution et de télédistribution, à condition de se conformer aux lois et arrêtés relatifs à l'utilisation du domaine public et de respecter l'usage auquel il est affecté.

Avant d'user de ce droit, le distributeur intéressé devra soumettre à l'approbation de l'autorité dont relève le domaine public, le tracé de l'emplacement et les détails d'installation des conducteurs.

Cette autorité devra statuer dans les trois mois de la date d'envoi du tracé et donner notifications de sa décision au distributeur intéressé.

Passé ce délai, le silence de l'autorité vaut approbation.

En cas de contestation persistante, il est statué par arrêté royal.

Les autorités publiques ont, en tout cas, sur leur domaine respectif, le droit de faire modifier ultérieurement les dispositions ou le tracé d'une installation, ainsi que les ouvrages qui s'y rapportent. Si les modifications sont imposées soit pour un motif de sécurité publique, soit pour préserver un site, soit dans l'intérêt de la voirie, des cours d'eau, des canaux ou d'un service public, soit comme conséquence d'un changement apporté par les riverains aux accès des propriétés en bordure des voies empruntées, les frais de travaux sont à charge du distributeur; dans les autres cas, ils sont à charge de l'autorité qui impose les modifications. Celle-ci peut exiger un devis préalable et en cas de désaccord, faire exécuter elle-même les travaux.

§ 2. Les distributeurs ont également le droit d'établir à demeure des supports et des ancrages pour les câbles et équipements connexes de leurs réseaux de radiodistribution et de télédistribution sur les murs et façades donnant sur la voie publique et d'établir leurs câbles dans un terrain ouvert et non bâti ou de les faire passer sans attache ni contact au-dessus des propriétés privées.

Les travaux ne pourront commencer qu'après une notification dûment établie, faite par écrit aux propriétaires suivant les données du cadastre, aux locataires et aux habitants.

De Minister mag nochtans in technisch of economisch verantwoordte gevallen, verdelers toelaten dergelijke signalen zelf te transporteren naar of tussen netten of gedeelten van netten die niet gevoed zijn door de bovenbedoelde infrastructuur en hun eventueel toelaten zelf tot de captatie van deze signalen over te gaan met het oog op dit transport. Deze vergunning kan worden ingetrokken in geval van inbreuk op deze wet of op de uitvoeringsbesluiten ervan.

## Art. 6.

De Regie mag met de verdelers akkoorden sluiten die haar de mogelijkheid bieden gebruik te maken van een radiodistributie- of een teledistributienet, voor het verzekeren van een of meer diensten waarvan de exploitatie tot haar bevoegdheid behoort, mits de langs het net overgebrachte klank- en televisieprogramma's niet worden gehinderd.

## Art. 7.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden bepalen waarin een radiodistributie- of een teledistributienet mag worden gebruikt voor een ander doel dan de overbrenging van klank- of televisieprogramma's.

## Art. 8.

§ 1. De Koning stelt de verordeningen van algemeen bestuur en de politieverordening vast betreffende de aanleg en de exploitatie van de radiodistributie- en de teledistributienetten.

§ 2. De Koning kan de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toekennen aan de personeelsleden van de Regie die Hij belast met het vaststellen van de overtredingen van de bepalingen van hoofdstuk II van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten. Deze personeelsleden hebben voorrang ten aanzien van de andere officieren van gerechtelijke politie, met uitzondering van de procureur des Konings en van de onderzoeksrechter. Hun processen-verbaal zijn rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel.

## Art. 9.

De Minister bepaalt de minimale technische voorschriften waaraan de radiodistributie- en teledistributienetten alsook de collectieve antennes moeten voldoen. Hij mag, in bijzondere gevallen, speciale voorwaarden opleggen ten einde de kwaliteit van een net waarvan de werking gebrekkig is, te verbeteren.

## Art. 10.

§ 1. De verdelers hebben het recht de kabels en de bijbehorende uitrustingen van hun radiodistributie- en teledistributienetten op hun kosten, op of onder de pleinen, wegen, straten, paden, waterlopen en vaarten die deel uitmaken van het openbaar domein te laten aanleggen en te onderhouden op voorwaarde zich te gedragen naar de wetten en besluiten betreffende de benutting van het openbaar domein en onder eerbiediging van het gebruik waartoe het dient.

Vooraleer dit recht uit te oefenen, onderwerpt de belanghebbende verdeler het plan van de plaats en de bijzonderheden van de aanleg van de geleidingen aan de goedkeuring van de overheid van wie het openbaar domein afhangt.

Deze overheid beslist binnen drie maanden te rekenen van de datum waarop het plan werd ingezonden en zij geeft de belanghebbende verdeler kennis van haar beslissing.

Na het verstrijken van die termijn geldt het stilzwijgen van de overheid als goedkeuring.

In geval van blijvende onenigheid wordt beslist bij koninklijk besluit.

De openbare overheden hebben in elk geval het recht om de inrichting of het plan van een aanleg, evenals de daarmee verband houdende werken, later op hun onderscheidenlijk domein te doen wijzigen. Worden wijzigingen opgelegd ofwel om reden van de openbare veiligheid, ofwel tot behoud van het natuurschoon, ofwel in het belang van de wegen, waterlopen, vaarten of van een openbare dienst, ofwel als gevolg van een verandering die de aangelanden aan de toegangen tot de eigendommen langsheen de gebezigde wegen hebben toegebracht, dan zijn de kosten der werken ten laste van de verdeler; in de andere gevallen komen ze te laste van de overheid die de wijzigingen oplegt. Deze overheid mag vooraf een kostenbegroting eisen en, in geval van onenigheid, zelf de werken doen uitvoeren.

§ 2. De verdelers hebben tevens het recht om voor de aanleg van de kabels en de bijbehorende uitrustingen van hun radiodistributie- en teledistributienetten op blijvende wijze steunen en ankers aan te brengen op de muren en gevels die uitgeven op de openbare weg en hun kabels in open en onbebouwde grond aan te leggen of zonder vasthechting noch aanraking boven de private eigendommen te laten doorgaan.

De werken mogen eerst aanvangen nadat aan de eigenaars, volgens de gegevens van het kadaster, aan de huurders en aan de bewoners een behoorlijk aangetoonde schriftelijke kennisgeving is gedaan.

L'exécution de ces travaux n'entraîne aucune dépossession.

La fixation de supports et d'ancrages sur les murs ou façades ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir ou de réparer son bien.

Les câbles souterrains et supports établis dans un terrain ouvert et non bâti devront être enlevés à la demande du propriétaire, si celui-ci use de son droit de construire ou de se clore; les frais d'enlèvement seront à charge du distributeur.

Le propriétaire devra toutefois prévenir le distributeur sous pli recommandé à la poste, au moins trois mois avant d'entreprendre les travaux visés aux alinéas 4 et 5.

§ 3. Les indemnités pour dommages résultant de l'établissement ou de l'exploitation d'un réseau de radiodistribution ou de télédistribution sont entièrement à charge du distributeur qui reste responsable de toutes les conséquences dommageables envers les tiers.

§ 4. Le distributeur est tenu de donner une suite immédiate à toute réquisition de la Régie ou de tout service ou entreprise de distribution d'énergie électrique, en vue de faire cesser sur-le-champ toute perturbation ou influence nuisible dans le fonctionnement des installations téléphoniques, télégraphiques ou de distribution d'énergie électrique. Faute de satisfaire à cette réquisition, les mesures jugées nécessaires, y compris le déplacement des câbles et équipements connexes seront ordonnées par les services ou entreprises intéressés, aux frais, risques et périls du distributeur.

#### Art. 11.

La Régie est habilitée à contrôler à tout moment la conformité des réseaux de radiodistribution et de télédistribution et de leur exploitation aux prescriptions du chapitre II de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Les redevances à payer par les distributeurs pour couvrir les dépenses résultant de cette mission et les modalités de paiement de ces redevances sont fixées par le Roi.

### CHAPITRE III

#### Dispositions relatives à la publicité commerciale à la radio et à la télévision

##### Art. 12.

§ 1er. Les stations et les sociétés de radiodiffusion établies en Belgique et tous ceux qui ont obtenu l'autorisation de transmettre un programme sonore ou de télévision ou un élément de programme par un réseau de radiodistribution ou de télédistribution, ne peuvent insérer de la publicité commerciale dans le programme que moyennant une autorisation donnée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Cette autorisation est révocable en cas de violation des dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Par Communauté, une seule personne morale privée ou publique peut être autorisée à insérer de la publicité commerciale dans des programmes de télévision qui sont destinés à toute la Communauté.

§ 3. Le Roi peut définir par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les conditions et les modalités d'octroi des autorisations d'insertion de publicité commerciale dans des programmes de télévision destinés à une partie d'une Communauté.

##### Art. 13.

L'autorisation visée à l'article 12 ne peut être accordée qu'à des personnes morales.

##### Art. 14.

La publicité commerciale ne peut pas :

1° présenter de tendance politique, religieuse, syndicale, idéologique ou philosophique, ni des stéréotypes ou discriminations selon la race, le sexe, la conviction philosophique ou politique;

2° avoir trait à des biens ou services que le Roi désigne par arrêté délibéré en Conseil des Ministres ou être contraire aux lois et arrêtés qui réglementent la publicité commerciale en général, ou la publicité commerciale pour certains produits ou services;

3° être contraire au code de la publicité commerciale visé à l'article 19.

##### Art. 15.

§ 1er. La publicité commerciale doit être reconnaissable en tant que telle et nettement distincte des éléments de programme. Toute référence directe ou indirecte dans la publicité commerciale à un programme ou à un élément de programme est interdite.

§ 2. La publicité commerciale doit être groupée en périodes non successives de durée limitée. Chaque période doit être précédée et suivie d'un indicatif ou d'une annonce appropriée.

De uitvoering van de werken heeft geen buitenbezitstelling tot gevolg.

Het plaatsen van steunen en ankers op muren of gevels kan de eigenaar niet hinderen in zijn recht zijn goed af te breken of te herstellen.

De ondergrondse kabels en steunen geplaatst in een open en onbebouwde grond dienen, op verzoek van de eigenaar, te worden weggenomen indien deze zijn recht om te bouwen of te omheinen uitoefent; de kosten van het wegnemen zijn ten laste van de verdeler.

De eigenaar dient evenwel ten minste drie maand vóór het aanvangen van de in het vierde en vijfde lid bedoelde werken, de verdeler hiervan bij een ter post aangetekende brief te verwittigen.

§ 3. De vergoedingen voor schade wegens de aanleg of de exploitatie van een radiodistributie- of een teledistributienet vallen ten laste van de verdeler die aansprakelijk blijft voor al de voor derden schadelijke gevolgen.

§ 4. De verdeler is verplicht onmiddellijk gevolg te geven aan elke vordering van de Regie of van enige dienst of enig bedrijf voor elektriciteitsvoorziening om elke storing in of nadelige invloed op de werking van de telefoon- of telegraafinstallaties of van de installaties voor elektriciteitsvoorziening onverwijld te doen ophouden. Bij gebreke daarvan worden de nodig geachte maatregelen, met inbegrip van het verplaatsen van de kabels en bijbehorende inrichtingen, door de betrokken diensten of bedrijven getroffen op kosten en risico van de verdeler.

#### Art. 11.

De Regie is bevoegd om op ieder ogenblik de conformiteit te controleren van de radiodistributie- en de teledistributienetten en van hun exploitatie, met de voorschriften van hoofdstuk II van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

De rechten die door de verdelers moeten worden betaald om de uitgaven te dekken die uit deze opdracht voortvloeien en de betalingsmodaliteiten van die rechten worden door de Koning vastgesteld.

### HOOFDSTUK III

#### Bepalingen betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie

##### Art. 12.

§ 1. De in België gevestigde radio-omroepstations en radio-omroepverenigingen en al degenen die vergunning hebben gekregen om een klank- of televisieprogramma of een programmaonderdeel via een radiodistributie- of een teledistributienet over te brengen, mogen slechts handelspubliciteit in het programma opnemen indien ze daartoe gemachtigd zijn bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Deze machtiging kan worden ingetrokken in geval van inbreuk op deze wet of op de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 2. Per Gemeenschap kan slechts één privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersoon gemachtigd worden om handelspubliciteit op te nemen in televisieprogramma's die zich richten tot de gehele Gemeenschap.

§ 3. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden en de modaliteiten bepalen van de machtigingen om handelspubliciteit op te nemen in televisieprogramma's gericht tot een deel van een Gemeenschap.

##### Art. 13.

De machtiging bedoeld in artikel 12 mag uitsluitend aan rechtspersonen verleend worden.

##### Art. 14.

De handelspubliciteit mag :

1° geen politieke, godsdienstige, syndicale, ideologische of filosofische strekking vertonen, noch enige stereotypering of discriminatie naar ras, geslacht, filosofische of politieke overtuiging;

2° geen betrekking hebben op goederen en diensten die de Koning aanduidt bij in Ministerraad overlegd besluit noch strijdig zijn met de wetten en de besluiten die de handelspubliciteit in het algemeen, of de handelspubliciteit voor bepaalde goederen of diensten reglementeren;

3° niet strijdig zijn met de code voor de handelspubliciteit bedoeld in artikel 19.

##### Art. 15.

§ 1. De handelspubliciteit moet als dusdanig herkenbaar zijn en duidelijk onderscheiden zijn van de programmaonderdelen. Elke rechtstreekse of zijdelingse verwijzing in de handelspubliciteit naar een programma of naar een programmaonderdeel is verboden.

§ 2. De handelspubliciteit moet gegroepeerd worden in niet opeenvolgende tijdsblokken van beperkte duur. Ieder tijdsblok wordt voorafgegaan en gevolgd door een kenwijsje of door een passende aankondiging.



§ 3. Sans préjudice de l'application du § 2, la publicité commerciale ne peut pas interrompre un élément de programme de télévision. Les éléments de programme de télévision destinés en particulier aux enfants de moins de douze ans ne peuvent être immédiatement précédés ou suivis de publicité commerciale.

§ 4. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres la durée maximale des périodes de publicité commerciale à la radio et à la télévision, ainsi que le nombre maximum de périodes qui peut être diffusé quotidiennement par la télévision.

## Art. 16.

Quiconque est autorisé, en vertu de l'article 12, à insérer de la publicité commerciale dans les programmes sonores et de télévision, ne peut limiter cette publicité commerciale à des biens ou des services d'un seul groupe commercial ou financier, ni accorder une exclusivité pour la publicité commerciale d'un produit déterminé ou d'un service déterminé.

Il ne peut établir une discrimination entre les annonceurs, en raison de leur caractère public ou privé, notamment en ce qui concerne le tarif et le temps d'antenne.

## Art. 17.

§ 1er. Le Roi détermine annuellement, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités selon lesquelles une partie des revenus bruts provenant de la publicité commerciale peut être affectée à la presse écrite en tant que compensation forfaitaire de la perte de revenus due à l'introduction de la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

Cette disposition n'est pas applicable aux revenus provenant de la publicité commerciale des stations de radiodiffusion sonore locale.

§ 2. Un institut public, chargé d'assurer le service public de la radio et de la télévision, ne peut être autorisé, conformément à l'article 12, à insérer de la publicité commerciale dans ses programmes que si la gestion et l'exploitation de cette publicité sont confiées à un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique et distinct de cet institut.

Les revenus nets provenant de la publicité commerciale, émise par les instituts publics chargés d'assurer le service public de la radio et de la télévision, calculés après déduction notamment des montants visés au § 1er, sont transférés à la Communauté dont ces instituts relèvent.

## Art. 18.

§ 1er. Selon la communauté à laquelle la personne morale, autorisée conformément à l'article 12, appartient, la partie des revenus provenant de la publicité commerciale obtenue en application de l'article 17, § 1er, est inscrite comme crédit au budget des Services du Premier Ministre à titre de compensation pour la presse écrite francophone, néerlandophone ou germanophone, et est répartie selon les critères et les modalités fixés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Lorsque la personne morale, autorisée conformément à l'article 12, est établie dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et ne peut être considérée comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté, la partie des revenus provenant de la publicité commerciale obtenue en application de l'article 17, § 1er, est inscrite comme crédit au budget des Services du Premier Ministre à titre de compensation pour la presse écrite, et est répartie selon les critères et les modalités fixés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

## Art. 19.

§ 1er. Un Conseil de la publicité commerciale à la radio et à la télévision est créé auprès des Services du Premier Ministre, qui a pour mission :

- a) de proposer un code de la publicité commerciale à la radio et à la télévision, à approuver par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres;
- b) de veiller au respect des prescriptions en matière de publicité commerciale;
- c) de rendre des avis concernant la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

§ 2. Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres fixe la composition, le fonctionnement et les statuts du Conseil de la publicité commerciale.

## Art. 20.

Les arrêtés royaux visés aux articles 12, 15, 17, 18 et 19 sont pris après qu'a été demandé l'avis de l'Exécutif de la Communauté intéressée ou l'avis des Exécutifs des Communautés intéressées.

§ 3. Onverminderd de toepassing van § 2 mag de handelspubliciteit een televisieprogrammaonderdeel niet onderbreken. Onderdelen van televisieprogramma's in het bijzonder bestemd voor kinderen beneden twaalf jaar mogen niet onmiddellijk voorafgegaan of gevolgd worden door handelspubliciteit.

§ 4. De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit de maximumduur van de tijdsblokken van handelspubliciteit op radio en televisie, evenals het maximum aantal tijdsblokken dat dagelijks over de televisie mag verspreid worden.

## Art. 16.

Al wie overeenkomstig artikel 12 gemachtigd is om handelspubliciteit in klank- en televisieprogramma's op te nemen, mag deze handelspubliciteit niet beperken tot de goederen of de diensten van één commerciële of financiële groep, noch een exclusiviteit verlenen voor de handelspubliciteit van een bepaald product of van een bepaalde dienst.

Hij mag adverteerders niet discrimineren op grond van hun publiekrechtelijk of privaatrechtelijk statuut, inzonderheid wat betreft de tarieven en de duur van de publiciteitsboodschap.

## Art. 17.

§ 1. De Koning bepaalt jaarlijks, bij in Ministerraad overlegd besluit, de modaliteiten volgens welke een gedeelte van de bruto-inkomsten uit de handelspubliciteit aan de geschreven pers kan worden toegekend als forfaitaire tegemoetkoming voor het verlies aan inkomsten ingevolge van de handelspubliciteit op radio en televisie.

Deze bepaling is niet van toepassing op de inkomsten uit handelspubliciteit van de stations voor lokale klankradio-omroep.

§ 2. Een openbaar instituut, belast met de openbare radio- en televisiedienst, kan alleen dan overeenkomstig artikel 12 tot het opnemen van handelspubliciteit in zijn programma's worden gemachtigd als het beheer en de exploitatie van die publiciteit worden opgedragen aan een van dat instituut onderscheiden instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid.

De netto-inkomsten uit de handelspubliciteit uitgezonden door de met de openbare radio- en televisiedienst belaste openbare instituten, berekend na aftrek onder meer van de in § 1 bedoelde sommen, worden opgedragen aan de Gemeenschap waaronder die instituten ressorteren.

## Art. 18.

§ 1. Het deel van de inkomsten uit de handelspubliciteit bekomen bij toepassing van artikel 17, § 1, wordt al naargelang de Gemeenschap waartoe de rechtspersoon, gemachtigd overeenkomstig artikel 12, behoort, ingeschreven als krediet ter tegemoetkoming van de Nederlandstalige, de Franstalige of de Duitstalige geschreven pers, op de begroting van de Diensten van de Eerste Minister, en wordt verdeeld volgens criteria en modaliteiten welke vastgesteld worden bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

§ 2. Wanneer de rechtspersoon, gemachtigd overeenkomstig artikel 12, gevestigd is in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en niet kan worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de ene of de andere Gemeenschap, wordt het deel van de inkomsten uit de handelspubliciteit bekomen bij toepassing van artikel 17, § 1, ingeschreven als krediet ter tegemoetkoming van de geschreven pers, op de begroting van de Diensten van de Eerste Minister en verdeeld volgens criteria en modaliteiten welke vastgesteld worden bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

## Art. 19.

§ 1. Bij de Diensten van de Eerste Minister wordt een Raad voor handelspubliciteit op radio en televisie opgericht die tot taak heeft :

- a) een code voor de handelspubliciteit op radio en televisie voor te stellen. Deze code wordt bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit goedgekeurd;
- b) ervoor te zorgen dat de voorschriften inzake handelspubliciteit worden nagekomen;
- c) advies te verlenen met betrekking tot de handelspubliciteit op radio en televisie.

§ 2. Een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit bepaalt de samenstelling, de werking en de statuten van de Raad voor handelspubliciteit.

## Art. 20.

De koninklijke besluiten bedoeld in de artikelen 12, 15, 17, 18 en 19, worden vastgesteld nadat het advies is gevraagd van de Executieve van de betrokken Gemeenschap of van de Executieven van de betrokken Gemeenschappen.

## CHAPITRE IV

## Dispositions pénales

## Art. 21.

Les infractions aux dispositions des articles 2, 5, 7, 8, 9 et 10, et de leurs arrêtés d'exécution sont punies d'une amende de mille francs à cent mille francs.

## Art. 22.

Quiconque insère dans des programmes sonores ou de télévision de la publicité commerciale, soit contrairement aux dispositions des articles 14, 15 et 16 de la présente loi, soit sans y être autorisé conformément à l'article 12 de la présente loi, est puni d'une amende de cinq cents francs à cent mille francs.

## Art. 23.

Les dispositions du livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées aux articles 21 et 22.

## CHAPITRE V

## Dispositions abrogatoires et modificatives

## Art. 24.

L'article 13 de la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion, modifié par la loi du 7 août 1961, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. L'appareil récepteur terminal d'un réseau de radiodistribution et l'appareil récepteur terminal d'un réseau de radiodistribution et l'appareil récepteur terminal d'un réseau de télédistribution sont assimilés, pour l'application de la présente loi, respectivement à un appareil récepteur d'émissions sonores de radiodiffusion et à un appareil récepteur d'émissions radiodiffusées de télévision.

Par appareil récepteur terminal, on entend l'appareil raccordé à un réseau de radiodistribution ou de télédistribution afin de recevoir et de reproduire instantanément, soit sous forme de sons, soit sous forme d'images, de textes et de sons, les signaux porteurs de programmes sonores ou de télévision transmis par ce réseau ».

## Art. 25.

L'article 28, § 3, de la loi du 18 mai 1960 organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge, est abrogé.

## Art. 26.

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de chacune des dispositions du chapitre II et de l'article 24.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 février 1987.

BAUDOUIIN

Par le Roi :  
Le Premier Ministre,  
W. MARTENS

Le Ministre des Réformes institutionnelles,  
J. GOL

Le Ministre des Communications,  
H. DE CROO

Le Ministre des Réformes institutionnelles,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,  
Mme P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

## HOOFDSTUK IV

## Strafbepalingen

## Art. 21.

De inbreuken op de bepalingen van de artikelen 2, 5, 7, 8, 9 en 10, en van hun uitvoeringsbesluiten worden bestraft met een geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank.

## Art. 22.

Hij die handelspubliciteit opneemt in klank- of televisieprogramma's in strijd met de bepalingen van de artikelen 14, 15 en 16 van deze wet of zonder hiertoe te zijn gemachtigd overeenkomstig artikel 12 van deze wet, wordt bestraft met een geldboete van vijfhonderd frank tot honderdduizend frank.

## Art. 23.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bedoeld in de artikelen 21 en 22.

## HOOFDSTUK V

## Opheffings- en wijzigingsbepalingen

## Art. 24.

Artikel 13 van de wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen, gewijzigd bij de wet van 7 augustus 1961, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. Het eindontvangtoestel van een radiodistributienet en het eindontvangtoestel van een teledistributienet worden voor de toepassing van deze wet, respectievelijk gelijkgesteld met een toestel voor het ontvangen van klankuitzendingen van de radio-omroep en met een toestel voor het ontvangen van omgeroepen televisieuitzendingen.

Onder eindontvangtoestel wordt het toestel verstaan dat met een radiodistributie- of teledistributienet verbonden is om de klank- of televisieprogrammasygnalen die door dat net worden overgebracht te ontvangen en ogenblikkelijk te reproduceren, ofwel in de vorm van klanken, ofwel in de vorm van beelden, teksten en klanken ».

## Art. 25.

Artikel 28, § 3, van de wet van 18 mei 1960 houdende organisatie van de Instituten van de Belgische Radio en Televisie, wordt opgeheven.

## Art. 26.

De Koning stelt voor iedere bepaling van hoofdstuk II en voor artikel 24 de datum van inwerkingtreding vast.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 februari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,  
W. MARTENS

De Minister van Institutionele Hervormingen,  
J. GOL

De Minister van Verkeerswezen,  
H. DE CROO

De Minister van Institutionele Hervormingen,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,  
Mevr. P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
J. GOL